



## Hôpital de Tarbes : halte au massacre !

Un nouveau coup dur vient de tomber sur la population de Tarbes et du département : l'unité neuro-vasculaire de l'hôpital, qui prend en charge les accidents vasculaires cérébraux (AVC), va être suspendue à partir du 1<sup>er</sup> juillet, faute de médecin neurologue. Il faut se pincer pour le croire. Les patient-es seront transféré-es à Pau ou même à Toulouse !

Cette suspension constitue probablement une étape vers la fermeture du service, et donc vers une perte de chance considérable pour les patients : dans la phase aigüe d'un AVC, chaque minute compte. Tous les ans, 140 000 nouveaux cas d'AVC sont enregistrés en France ; ils représentent la première cause de handicap acquis chez l'adulte, et la deuxième cause de démence comme de mortalité.

Une enquête publiée par le président du conseil scientifique Jean-François Delfraissy en octobre dernier fait état de la fermeture d'un lit sur cinq dans les grands hôpitaux en France : quelle sera la capacité des établissements de Toulouse et de Pau à accueillir les patient-es des Hautes-Pyrénées dans de telles conditions ?

Avec la perspective tout aussi catastrophique de la réduction de l'offre de soin à cause du projet néfaste d'hôpital unique à Lanne - que nous contestons avec force aux côtés en particulier des organisations syndicales - c'est un cap supplémentaire qui est franchi dans la destruction de l'hôpital public.

Au moment où le personnel soignant du service public hospitalier tire désespérément la sonnette d'alarme, dans l'indifférence totale du gouvernement et des responsables (l'Agence Régionale de Santé, ARS, se montre constante dans son incompétence et son inutilité), nous continuons à payer le prix fort de 30 ans de politiques gestionnaires désastreuses.

Il est urgent que le gouvernement renonce à cette politique comptable mortifère.

Il est urgent que les citoyen·nes se mobilisent pour la santé publique, pour l'accès de chacun·e aux soins.

Il est urgent que les élu·es de la région, du département et des communes réagissent avec détermination pour stopper cette mise à mort du service public hospitalier.

Rébecca Caley, Hervé Charles, Cathy Laüt et Laurent Rougé,  
élu·es Tarbes Citoyenne Écologique et Solidaire